



PROTÉGER LES GENS ET PAS LE SYSTÈME

LA CRISE DU CORONAVIRUS ET LES CONSÉQUENCES POUR LES POLITIQUES EUROPÉENNES



Parti de la Gauche Européenne (PGE)

Square de Meeûs, 25
1000 Bruxelles

info@european-left.org

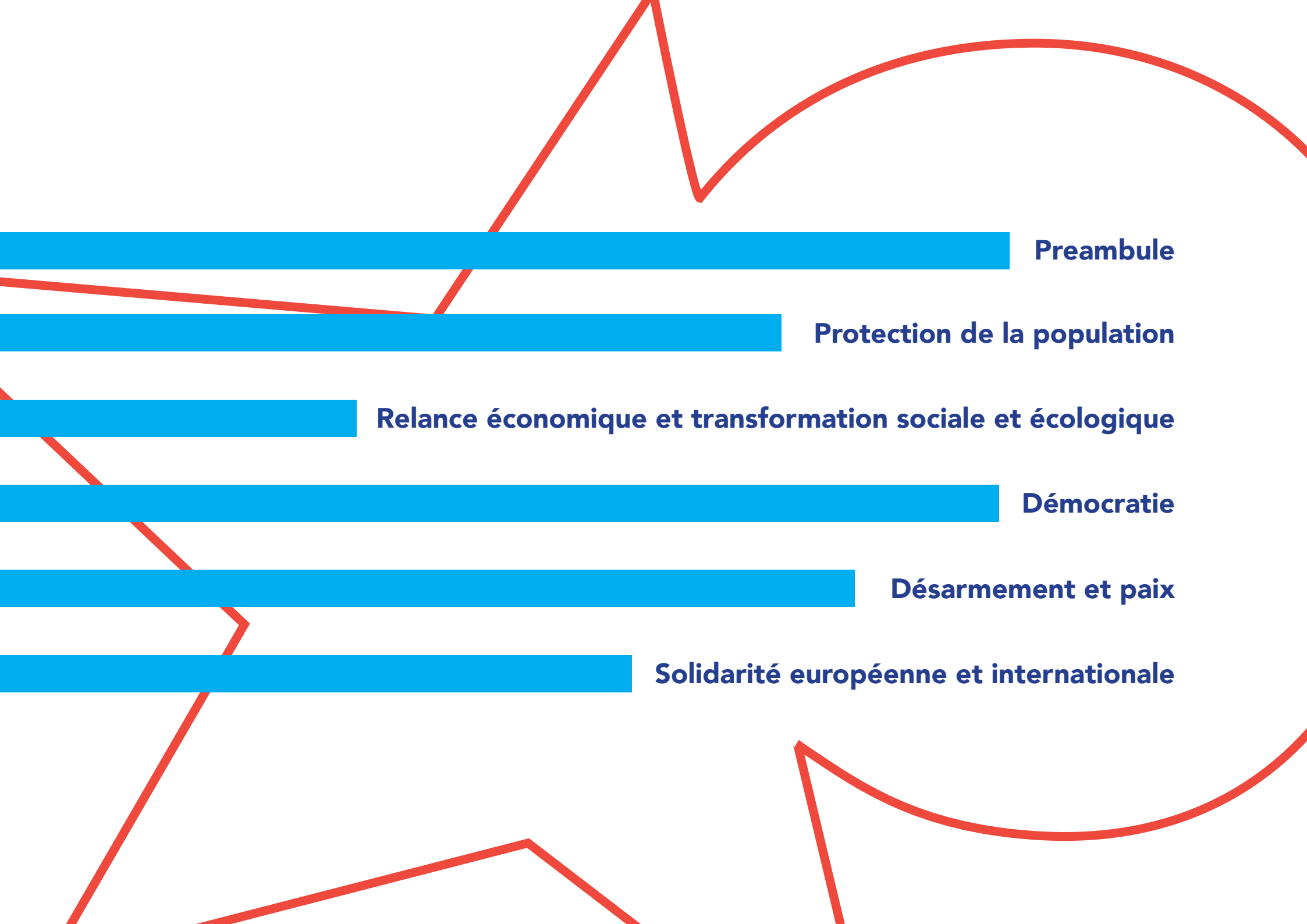
T. +32 (0)2 50 22 606/616

F. +32 (0)2 50 20 173

www.european-left.org
www.protectourfuture.eu

Crédits :
Riccardo Parreggiani 4, 6, 11
Andrea Barcaccia 10, 12

Juillet 2020



Preamble

Protection de la population

Relance économique et transformation sociale et écologique

Démocratie

Désarmement et paix

Solidarité européenne et internationale

PREAMBULE

La crise sanitaire à laquelle le monde est confronté révèle une crise structurelle qui existait déjà et que le Parti de la Gauche Européenne (PGE) n'a cessé d'exposer. Le PGE s'est chargé de proposer un modèle alternatif pour cette Europe suite à la propagation du Covid-19. Pour cela, une plateforme a été créée et nous travaillons très activement pour la développer, en nous concentrant non seulement sur les solutions à la crise actuelle, mais également, à plus long terme, pour une transformation publique, sociale et écologique de l'économie. **Il est important de repenser le rôle des institutions européennes et mondiales, d'assurer des investissements allant dans le sens d'un Nouveau pacte social et vert ("Social Green New Deal"), de protéger les travailleurs. euses: pour un avenir centré sur les besoins humains et pas seulement sur le profit.**

La situation provoquée par la pandémie du COVID-19 bouleverse l'humanité tout entière. Presque tous les pays ont pris des mesures drastiques pour éviter la contraction et contenir la pandémie. Tous les efforts possibles doivent, en effet, être consentis pour protéger la population. De telles mesures requièrent une coordination. Mais une coordination européenne efficace par ses institutions est toujours absente de même qu'une réponse globale. De cette façon, les pays les plus touchés sont laissés à eux-mêmes. Le risque est donc que le Pacte de Stabilité limite la solidarité entre les pays face à la crise économique en menant à la dichotomie entre les pays privilégiés et les pays déjà touchés par l'austérité dans le passé.

La propagation du virus COVID-19 a également des conséquenc-

es significatives pour l'économie : Il donne un coup d'accélérateur à la crise de la mondialisation néolibérale en tant que modèle hégémonique de société et, de ce fait, au processus de restructuration du capitalisme.



La pandémie de coronavirus constitue la preuve manifeste de l'échec du modèle économique et social néolibéral dominant. En raison de la politique d'austérité néolibérale menée au travers de la privatisation des services publics, les systèmes de soins de santé ne sont pas en mesure de répondre aux besoins publics pendant une pandémie.

Le Parti de la gauche européenne (PGE) exige des mesures immédiates pour lutter contre les conséquences de la crise et un changement radical de politique, ouvrant une nouvelle voie pour le développement de la société, plaçant le peuple en son centre.

Certaines mesures au niveau national pour protéger les personnes les plus vulnérables, comme en Espagne, vont dans le bon sens, mais des activités globales concernant cinq pôles sont nécessaires. Avant tout, tout doit être fait pour protéger la population. Une transformation publique, sociale et écologique de l'économie est urgente. Les institutions et les droits démocratiques ne doivent pas être remis en cause par les mesures prises pour lutter contre la crise: au contraire, en ces temps difficiles, la démocratie et les droits civils doivent être défendus et élargis. Il n'y a pas d'autre réponse que la solidarité internationale face à la dimension mondiale de la crise: c'est le moment pour une nouvelle initiative de désarmement et une politique de détente.



PROTECTION DE LA POPULATION

Tous les efforts possibles doivent être consentis pour un meilleur fonctionnement des systèmes de santé. Nous avons besoin de ressources supplémentaires pour les systèmes de santé publique, ainsi que d'une convergence des normes dans tous les pays en termes de personnel, d'installations et d'équipements dans les hôpitaux publics et pour les systèmes de prévention, ainsi qu'une augmentation de la capacité de production des outils de protection de la santé. Il faut également impérativement se doter, à l'échelle du Continent, de services publics européens, efficaces et coordonnés avec le reste du Monde. **Nous exigeons la création immédiate d'un fonds européen pour la santé financé via la BCE par des titres à 100 ans non négociables sur les marchés, et les possibilités d'obtenir davantage de services publics en supplantant le Pacte de stabilité et de croissance.**

Tant sur le plan social qu'économique, la population a besoin de protection. Des milliers de travailleurs.euses et de salarié(e)s risquent de perdre leur emploi et leurs revenus et beaucoup les ont déjà perdus. **Le virus frappe les plus faibles les plus durement: les personnes les plus touchées sont celles qui travaillent dans des conditions de précarité, mal payés en particulier le personnel de nettoyage et les soignants.**

Les gouvernements de toute l'Europe demandent de pratiquer le télétravail, mais cette mesure ne s'applique pas à tout un chacun, et dans trop de cas, c'est un privilège. Les travailleurs.euses des services essentiels ou des chaînes de production essentielles dont la présence est requise sur le lieu de travail doivent avoir la garantie qu'ils seront protégés contre la propagation du virus.

Nous exigeons l'adoption d'un plan de sauvetage économique pour les travailleurs.euses et leurs familles, y compris tous les travailleurs précaires, les chômeurs et les sans-papiers, les migrants et les réfugiés ou similaires. En cas de perte de revenus, une compensation financière est nécessaire.



Les loyers et les hypothèques doivent être suspendus pour ceux qui ne peuvent pas les payer en raison de leur perte de revenu. Nous nous opposons à toute tentative d'aggraver les conditions de travail, comme la suspension des conventions collectives et la réduction des droits des travailleurs. **Les systèmes de protection sociale, de salaires et de retraites devraient être adaptés sur le plus haut niveau que nous ayons en Europe.**

Les femmes sont principalement touchées par des conditions de travail précaires, en particulier les gardiennes, les caissières ou les femmes de ménage. La situation des femmes migrantes est spécialement dure, que ce soit dans les camps, ou dans les pays dans lesquels elles sont arrivées. **Les femmes ne devraient pas payer le prix le plus élevé de cette crise: nous avons besoin d'un plan concret axé sur la protection de toutes les femmes (travailleuses, chômeuses, migrantes), en particulier lorsqu'elles sont victimes de violences (en particulier la violence domestique).** Nous nous opposons fermement à la pression exercée par le monde économique et industriel sur les décideurs pour qu'ils mettent fin aux mesures de confinement et rouvrent des productions non essentielles sans garantir les conditions de base de la sécurité des travailleurs afin éviter l'augmentation des infections.

Nous avons besoin d'actions urgentes non seulement pour les grandes entreprises, mais en particulier pour les petites et moyennes entreprises et les travailleurs indépendants. Le soutien financier aux entreprises doit viser à maintenir les emplois, en respectant les salaires, les horaires et les devoirs. **Afin de faire face**

aux problèmes de remodelage de la production, la réduction du temps de travail au même salaire est encouragée.

L'importance du travail culturel est également méconnue depuis des décennies. Mais il n'y aura pas d'Europe sans culture. Comme l'air et l'eau, comme les services publics, la culture est un bien commun qui ne peut être considéré comme une valeur marchande soumise aux règles de rentabilité et de profit. L'importance de la culture est qu'elle rassemble, émancipe, fleurit. Il doit impérativement être soutenu. Pour cela, nous considérons ces deux exigences comme nécessaires:

- Un statut d'artiste reconnu dans toute l'Europe;
- Un Fonds européen pour soutenir les politiques culturelles des États et des régions.



RELANCE ÉCONOMIQUE ET TRANSFORMATION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Comme mesure immédiate, nous avons besoin de plus d'investissements dans les services publics.

D'emblée, il faut en finir avec les politiques d'austérité en abandonnant l'ensemble du pacte de stabilité et de croissance. L'Europe doit abandonner cet instrument, qui a été utilisé pour imposer l'austérité aux dépenses publiques, sapant en conséquence les soins de santé et les autres services publics au détriment de la population qui, de ce fait, souffre aujourd'hui de la crise du coronavirus.

La Banque centrale européenne (BCE) devrait être l'instrument pour garantir les énormes ressources nécessaires pour faire face à l'immense urgence sociale, économique et médicale actuelle. **L'argent de la BCE devrait être utilisé pour aider les populations à sortir de l'urgence médicale et pour lutter contre les conséquences de la crise, et non pour maintenir le taux de rendement du capital.** La BCE doit assumer sa responsabilité de développement de l'économie et prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la spéculation financière. **Il s'agit d'une condition préalable pour garantir la coordination des actions nationales et la mise en place d'un solide système de solidarité pour faire face à la crise du coronavirus.** La BCE et les banques nationales devraient être utilisées pour augmenter les dépenses de services sociaux et de protection de la population.

Par ailleurs, la BCE doit financer un plan d'investissement européen, capable de dynamiser l'emploi et de garantir une évolution du modèle environnemental et social de production et de l'écon-

omie. Nous avons besoin d'un programme de reconstruction des capacités productives comprenant la relocalisation des industries stratégiques. **Nous exigeons un Fonds européen de relance, financé par des obligations émises par le Fonds lui-même ou par la Banque européenne d'investissement et acquises par la BCE.** Dans le même temps, le mécanisme européen de stabilité (MES), qui représente une manière inutile et nuisible d'intervention dans les budgets publics des différents pays européens, devrait être aboli.

La Cour Constitutionnelle allemande a remis en question les compétences de la BCE et de la Cour de justice de l'Union européenne et ignore les exigences économiques dont nous avons besoin pour le développement européen. Sa décision ne représente pour nous que le revers de l'austérité et du projet néolibéral. Elle a pour fonction de décourager et d'éviter les actions de solidarité et de saper la voie vers tout projet d'Europe sociale.

Nous proposons un moratoire général sur les dettes publiques. Par ailleurs, nous proposons une conférence européenne sur les dettes publiques, et une discussion ouverte sur les critères de classification de la dette.

Cette crise du COVID-19 montre que le marché ne répond pas du tout aux besoins des citoyens. Il n'est même pas en mesure d'assurer le minimum nécessaire à la vie. Nous voulons une relance du rôle public, perdu pendant la période de privatisation, dans tous les secteurs: le système de crédit, les productions stratégi-

ues, le système de recherche et les services. Nous avons besoin d'un modèle économique axé sur le bien-être public, et l'immense accumulation de capital par quelques-uns doit être stoppée. *Pour le plus grand nombre, pas seulement pour quelques-uns!* (« *For the many, not just for the few!* »).

Le financement de l'augmentation des dépenses sociales et l'investissement dans la transformation de l'industrie nécessitent une politique de justice fiscale: nous exigeons un nouveau modèle de collecte des impôts qui taxe les grandes sources de capital et de richesse, sur la base des critères de progressivité fiscale, et qui met fin aux paradis fiscaux à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Une taxe sur les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et sur NATU (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber) est nécessaire.

La crise fournit des raisons suffisantes pour remettre en question notre modèle socio-économique et changer radicalement la politique. Un profond changement est nécessaire, parce que nous sommes confrontés à d'énormes défis écologiques tels que le changement climatique, qui a de graves conséquences sociales. **Pour la Gauche, le lien entre les exigences écologiques et les besoins sociaux est crucial. Il faut une transition verte de l'industrie. Cependant, nous sommes aussi dans l'obligation de protéger les travailleurs et les salariés affectés par ce processus.** Le concept de « transition juste » que promeut la Confédération Syndicale Internationale (CSI) combine la transition écologique et la protection sociale. **Une nouvelle politique industrielle intégrant**

des concepts d'énergie et de mobilité innovants est nécessaire. Nous avons besoin d'un plan de reconversion environnementale et sociale de l'économie qui garantisse le plein et bon emploi et protège les droits de chacun, en commençant par l'égalité des sexes. Dans une perspective de gauche, une nouvelle politique industrielle doit inclure la participation directe des travailleurs et, de ce fait, aller de pair avec la démocratie économique.



DÉMOCRATIE

Le PGE considère que la crise COVID-19 peut menacer les démocraties et le risque qu'une action irresponsable conduise à l'émergence de l'extrême droite et à sa rhétorique de **non-solidarité totale**. Contre les tentatives de profiter de la situation d'urgence pour limiter ou suspendre nos droits, le PGE défend la démocratie et ses institutions. Par exemple, les parlements devraient rester en fonction et non être suspendus, comme c'est le cas en Hongrie.

Nous savons que des mesures très strictes sont nécessaires pour contenir la pandémie. **Mais nous devons être vigilants et faire en sorte que les restrictions de liberté jugées nécessaires pour arrêter la progression de la pandémie restent des mesures exceptionnelles.**

Le PGE rejette également fermement toute tentative d'utilisation abusive de la pandémie du coronavirus pour faire de la démagogie xénophobe ou nationaliste.



DÉSARMEMENT ET PAIX

L'engagement inconditionnel en faveur de la paix et du désarmement est l'un des éléments essentiels de la politique de gauche. Sans paix, il n'y a pas d'avenir pour l'humanité.

L'urgence du coronavirus doit être considérée comme une occasion de remettre le désarmement et la paix au centre de l'élaboration des politiques. Les dépenses militaires doivent être considérablement réduites au profit des soins de santé et de la satisfaction des besoins sociaux. Il est temps de prendre l'initiative d'une nouvelle politique de détente.

La manœuvre de guerre «Defender» a été stoppée par l'épidémie de coronavirus, mais elle n'a pas été complètement annulée. Par conséquent, nous devons poursuivre et intensifier notre résistance contre ces dangereux exercices militaires. L'OTAN n'est pas une organisation défendant les intérêts des Européens. Avec ses activités agressives, c'est une organisation dangereuse. L'OTAN doit être dissoute au profit d'un nouveau système de sécurité collective, qui inclue également la Russie.

Nous ne sommes pas d'accord avec les plans de l'UE et de l'OTAN visant à renforcer les structures militaires (en particulier la PESCO) pour pouvoir faire face à la deuxième vague d'infection du Covid-19 ou à d'autres pandémies. C'est une direction dangereuse : la solidarité européenne ne s'exprime pas par des moyens militaires mais par le renforcement des structures civiles communes.



SOLIDARITÉ EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE

Nous avons besoin d'une sortie sociale de la crise qui dépasse le modèle actuel d'intégration européenne. Notre objectif est une sortie sociale de la crise. Pour ce faire, toute proposition doit englober plusieurs volets:

- La nouvelle intégration internationale de l'Europe devra diversifier ses relations internationales avec des relations commerciales équitables fondées sur le bénéfice mutuel et non sur la concurrence pour le profit.
- **Nous soutenons la promotion d'un processus de coopération paneuropéen incluant la Russie.**
- Le développement d'un modèle d'États socialement avancés caractérisé par une solidarité et une coopération «horizontales», avec un programme de reconstruction productif et durable visant à atteindre la souveraineté alimentaire à travers un plus grand soutien et de l'innovation pour l'agriculture.
- Le soutien à l'OMS, notamment sur le plan financier, pour jouer un rôle plus efficace dans de telles crises.
- **La défense de l'ONU menacée par l'administration des États-Unis dans l'intérêt du multilatéralisme.**
- Ce n'est pas seulement une tâche pour l'Europe mais pour le monde entier. Les pays du Sud ont besoin d'un soutien financier pour protéger leurs populations et améliorer leurs systèmes de santé.
- **Nous devons nous assurer que les réfugié(e)s et les migrant(e)s sont traités conformément au droit international et européen, que leurs droits humains et civiques sont définitivement respectés et que leurs vies ne sont pas non plus menacées par des détentions illégales, des refoulements, des expulsions**

cachées aux yeux du public, ou par des manques de soins de santé, d'hébergements inadéquats, de conditions de vie inacceptables, de réactions racistes et xénophobes, d'exploitations, de discours de haine ou d'actes de violence. Nous devons nous concentrer sur leurs bonnes éducations, sur des opportunités de travaux décents et égaux, sur leurs épanouissements personnels et leurs intégrations sociales.

• Initier une réponse humanitaire à la situation de millions d'êtres humains dans le monde qui doivent quitter leur foyer pour échapper à la misère, à la faim, aux maladies et à la guerre et qui verront désormais leur situation s'aggraver.

• **Le monde doit rester uni et la clé pour surmonter la crise est la solidarité internationale.** Il est particulièrement nécessaire de renforcer la solidarité avec les peuples du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, qui courent un plus grand risque d'être gravement touchés par la pandémie du COVID-19. Le blocus contre Cuba et les sanctions américaines contre 53 pays, dont le Venezuela, devraient être levés.

• **Nous soulignons un nouvel accent mis sur les principes culturels et fondés sur des valeurs qui permettent le plein développement de l'être humain dans une société égalitaire et écologiquement protégée.**



Dans cette perspective, le Parti de la Gauche Européenne appelle toutes les organisations des forces progressistes, écologiques et de gauche, et particulièrement celles qui participent au Forum Européen, à travailler ensemble pour développer une réponse progressiste commune à la crise actuelle dans l'intérêt des gens.



Parti de la Gauche Européenne (PGE)

Square de Meeûs, 25
1000 Bruxelles

info@european-left.org

T. +32 (0)2 50 22 606/616

F. +32 (0)2 50 20 173

www.european-left.org
www.protectourfuture.eu

Avec le support financier du Parlement Européen

PERSONNE NE DOIT ÊTRE LAISSÉ POUR COMPTE

La pandémie de Covid-19 montre que notre société a besoin d'une nouvelle transformation sociale et écologique. L'idée que le marché peut résoudre cette crise est une illusion, et la rhétorique de l'état d'urgence est utilisée comme prétexte pour démanteler les droits sociaux et démocratiques.

Nous avons besoin d'un Nouveau Pacte Vert et Social ("Social Green New Deal") qui dépasse les limites capitalistes.

Grâce à une Plateforme, le Parti de la Gauche Européenne propose un modèle alternatif pour cette Europe: non seulement nous devons repenser le rôle des institutions européennes et mondiales, mais nous sommes également appelés à travailler très activement pour protéger les personnes.